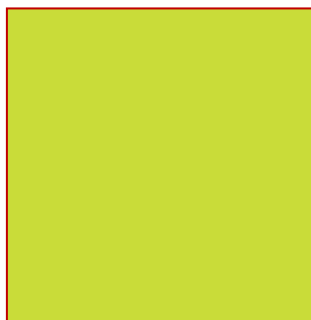


# PLU



PLAN LOCAL D'URBANISME

## PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOULEUSE



### DOCUMENT E1 : ANNEXES

Vu pour être annexé à la délibération

du .....

**Approuvant le Plan Local  
d'Urbanisme**

Pour la Présidente,  
Le Vice-président,

**Pierre GEORGIN**

**GRAND  
REIMS**  
COMMUNAUTÉ URBAINE



**AGENCE** RÉGION DE  
**D'URBANISME** REIMS  
Développement & Prospective

<b>DIVERS PERIMETRES///</b>	<b>p.3</b>
<i>Droit de préemption urbain</i>	<i>p.3</i>
 <b>SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ///</b>	 <b>p.5</b>
<i>Liste</i>	<i>p.6</i>
<i>Recueil</i>	<i>p.8</i>
 <b>PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE///</b>	 <b>p. 17</b>
<i>Arrêté du 24 juillet 2001 (voies ferrées)</i>	<i>p.17</i>
<i>Arrêté du 24 juillet 2001 (autoroutes)</i>	<i>p.19</i>
<i>Cartographie des périmètres</i>	<i>p.22</i>
 <b>ANNEXES SANITAIRES///</b>	 <b>p.23</b>
<i>Alimentation en eau potable</i>	<i>p.23</i>
<i>Assainissement</i>	<i>p.26</i>
<i>Gestion des déchets</i>	<i>p.34</i>



## DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN ///

La préemption est une procédure permettant à une personne publique (ex : collectivité territoriale) d'acquérir en priorité, dans certaines zones préalablement définies par elle, un bien immobilier mis en vente par une personne privée (particulier) ou morale (entreprise), dans le but de réaliser des opérations d'aménagement urbain. Le propriétaire du bien n'est alors pas libre de vendre son bien à l'acquéreur de son choix et aux conditions qu'il souhaite.

*La commune dispose du droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines, à urbaniser (voir plan annexé au PLU).*

## 4



# LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (SUP) affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques.

L'article L151-43 du code de l'urbanisme précise que « les PLU doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant le sol qui figurent sur la liste dressée en Conseil d'Etat »

L'article L151-1 du code de l'urbanisme précise que le PLU fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L.101-1 à L.101-3, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones naturelles ou agricoles ou forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

Les servitudes d'utilité publique font partie des documents ayant une source juridique indépendante du Plan Local d'Urbanisme. Elles ont été reportées sur le plan au 1/10 000.

- relever la référence de la servitude sur le plan ;
- rechercher dans les fiches ci-après celle qui correspond à cette référence.

La fiche fournit :

- la procédure d'institution ;
- les indemnisations ;
- la publicité ;
- les droits du propriétaire.

**I4: Électricité – Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.**

**T1: Voies ferrées – Servitudes relatives aux chemins de fer**

**T7: Relations aériennes – Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (couvre l'ensemble du territoire communal).**

# LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

6

## LA LISTE///

Code	Dénomination	Description	Acte d'institution	Service responsable
<b>I 4</b>	<b>Electricité-</b>  Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	<p>Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage d'arbres, relatives aux ouvrages électriques.</p> <p><i>Profitant :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Au réseau d'alimentation publique HTA et BT</li> <li>2) Aux lignes HTB. Pour les lignes HTB, les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.</li> </ol> <p><b>Ligne 400kV n°1 MERY-SUR-SEINE – VESLE</b></p> <p><b>Ligne 2 circuits :</b></p> <p><b>225kV n°1 CUPERLY – VESLE</b></p> <p><b>225kV n°1 VESLE – Piquage CUPERLY</b></p>	<p>Lois, Décrets et arrêtés en vigueur dont</p> <p>Décret n°91-1147 du 14/10/1991</p> <p>Arrêté du 16 novembre 1994</p>	<p><b>E.R.D.F.</b></p> <p>Service Reims Champagne</p> <p>2 rue St- Charles</p> <p>51095 REIMS CEDEX</p> <p><b>Réseau public de transport d'électricité</b></p> <p>RTE GMR Champagne Ardenne</p> <p>Impasse de la chaufferie – BP 246</p> <p>51059 REIMS Cedex</p>



# LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

7

<b>T1</b>	<p><b>Voies ferrées –</b></p> <p>Servitudes relatives aux chemins de fer</p>	<p>Servitude attachée à la voie</p> <p>- Ligne n°005000 <b>Paris &lt;-&gt; Strasbourg (LGV)</b></p> <p>.</p>	<p>Loi du 15/07/1845 sur la police des chemins de fer</p> <p>Décret du 22/03/1942</p>	<p>Direction Régionale de la S.N.C.F.</p> <p>Agence Immobilière Régionale</p> <p>Pôle urbanisme 17 rue André Pingat</p> <p>51100 REIMS</p>
<b>T 7</b>	<p><b>Relations aériennes</b></p> <p>-</p> <p>Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (couvre l'ensemble du territoire communal)</p>	<p>Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne.</p> <p>Effets principaux :</p> <p>Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur</p> <p>- 50 m hors agglomération</p> <p>- 100 m en agglomération</p>	<p>Code de l'Aviation Civile : Art. R 244-1, D 244-1 à D 244-4.</p> <p>Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.</p>	<p>DGAC-SNIA</p> <p>210 route d'Allemagne</p> <p>BP 606</p> <p>69125 LYON SAINT EXUPERY</p> <p>Région Aérienne Nord-Est</p> <p>(R.A.N.E.)</p> <p>Section Environnement</p> <p>Aéronautique - VELIZY</p> <p>78129 VILLACOUBLAY-AIR</p>

## 4

## ÉLECTRICITÉ

### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article. 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946, concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

### II - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCÉDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946);
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique <sup>1</sup>

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I<sup>er</sup> et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

<sup>1</sup> Le bénéfice des servitudes instituées par les lois de 1906 et de 1925 vaut pour l'ensemble des installations de distribution d'énergie électrique, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la ligne dessert une collectivité publique ou un service public ou une habitation privée (Conseil d'État, 1<sup>er</sup> février 1985, ministre de l'industrie contre Michaud : req. n° 36313)

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4. alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985),
- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 kV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970 n'a pas modifié la procédure d'institution des dites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.

À défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des dites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) <sup>2</sup>

## **B - INDEMNISATION**

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes <sup>3</sup>

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics <sup>4</sup>

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Electricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipements industriels électriques (S.E.R.C.E.).

<sup>2</sup> L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'État, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'État, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

<sup>3</sup> Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur d'un terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass.civ.III, 17 juillet 1872 : Bull.civ.III, n°464 ; Cass. Civ.III, 16 janvier 1979).

<sup>4</sup> Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'État dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F.c.Aujoulat (req. n°50436, D.A. n°60).

## **C - PUBLICITÉ**

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

## **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1 °) Prérrogatives exercées directement par la puissance publique**

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

#### **2 ° Obligations de faire imposer au propriétaire**

Néant

### **B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

#### **1 °) Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

#### **2 °) Droits résiduels du propriétaire**

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

## T1 VOIES FERRÉES

### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Servitudes de voirie :

- Alignement,
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation,
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés,
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières.

Servitudes spéciales pour les constructions, les excavations et les dépôts de matières inflammables ou non.

Servitudes de débroussaillage.

Loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer.

Code minier, articles 84 et 107.

Code forestier, articles L. 322-3 et L. 322-4

Loi du 29 décembre 1892 (occupation temporaire).

Décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau.

Décret du 22 mars 1942 modifié (art. 73-7°) sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local.

Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives et circulaire d'application du 7 mai 1980 et documents annexes à la circulaire.

Fiche note 11-18 BIG du 30 mars 1978.

Ministère chargé des transports (direction des transports terrestres).

### II - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCÉDURE

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le passage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (art. 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur des propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (art. 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 28 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières.

## ***Alignement***

L'obligation d'alignement s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que les gares, les cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie.

L'obligation d'alignement ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe une obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à la connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites des chemins de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements, ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'État, 3 juin 1910, Pourreyron).

## ***Mines et carrières***

Les travaux de recherche et d'exploitation de mines et carrières à ciel ouvert et de mines et carrières souterraines effectués à proximité d'un chemin de fer ouvert au service public doivent être exécutés dans les conditions prévues par les articles 1er et 2 du titre «Sécurité et salubrité publique» du règlement général des industries extractives, institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire d'application du 7 mai 1980.

La modification des distances limites et des zones de protection peut être effectuée par le préfet après avis du directeur interdépartemental de l'industrie, dans la limite où le permettent ou le commandent la sécurité et la salubrité publiques (art. 3, alinéa 1, du titre « Sécurité et salubrité publiques »).

La police des mines et des carrières est exercée par le préfet, assisté à cet effet par le directeur interdépartemental de l'industrie (art. 3 du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives).

## ***B - INDEMNISATION***

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existantes au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existants au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommage de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes de l'article L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation sera faite en dernier ressort par le tribunal d'instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

## ***C - PUBLICITÉ***

En matière d'alignement, délivrance de l'alignement par le préfet.

## III - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 °) Prérrogatives exercées directement par la puissance publique

Possibilité pour la S.N.C.F., quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 mètres de largeur calculée du bord extérieur de la voie, et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (art. L. 322-3 et L. 322-4 du code forestier).

#### 2 °) Obligations de faire imposer au propriétaire

Obligation pour le riverain, avant tous travaux, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élague des plantations situées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre des passages à niveau ainsi que de celles faisant saillie sur la zone ferroviaire, après intervention pour ces dernières d'un arrêté préfectoral (lois des 16 et 24 août 1790). Sinon intervention d'office de l'administration.

Application aux croisements à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée des dispositions relatives à la servitude de visibilité figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures de chaume, amas de matériaux combustibles ou non existants dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 modifiée, et pour l'avenir lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (art. 10 de la loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infraction aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée, réprimée comme en matière de contravention de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le juge administratif à supprimer, dans un certain délai, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, dépôts contraires aux prescriptions, faute de quoi la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (art. 11, alinéas 2 et 3, de la Loi du 15 juillet 1845).

### B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1 °) Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un passage à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié le 27 octobre 1942 concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 m d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus de remblai, soit du bord extérieur du fossé du chemin et à défaut d'une ligne tracée à 1,50 m à partir des rails extérieurs de la voie de fer. L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains des voies ferrées de planter des arbres à moins de 6 m et des haies vives à moins de 2 m de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de construction (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventôse, An VIII).

Interdiction d'établir aucun dépôt de pierres ou objets non inflammables pouvant être projetés sur la voie à moins de 5 m. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (art. 8 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction de n'établir aucun dépôt de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 m d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 m au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus (art. 6 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie (art. 3 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Interdiction de laisser subsister, après mise en demeure du préfet de les supprimer, toutes installations lumineuses et notamment toutes publicités lumineuses au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents des chemins de fer (art. 73-7° du décret du 22 mars 1942 modifié).

## **2°) Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par arrêté préfectoral, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 m du chemin de fer lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent (art. 9 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existantes lors de la construction d'un nouveau chemin de fer de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (art. 5 de la loi de 1845 modifiée).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 m à 2 m) et les haies vives (distance ramenée de 2 m à 0,50 m).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées, dans les conditions définies au titre «Sécurité et salubrité publiques» du règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié et complété par les documents annexes à la circulaire du 7 mai 1980.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des excavations en bordure de voie ferrée en remblai de 3 m dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesuré à partir du pied du talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale délivrée après consultation de la S.N.C.F.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent et à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (art. 9 de la loi de 1845 modifiée).



## RELATIONS AÉRIENNES (Installations particulières)

### T7

#### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de la circulation aérienne. Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières.

Code de l'aviation civile, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties, livre II, titre IV, chapitre IV, et notamment les articles R. 244-1 et D. 244-1 à D. 244 inclus.

Code de l'urbanisme, article L. 421-1, L. 422-1, L. 422-2, R. 421-38-13 et R. 422-8.

Arrêté interministériel du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense (en cours de modification).

Arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques.

Ministère chargé des transports (direction de l'aviation civile, direction de la météorologie nationale).

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

#### II - PROCÉDURE D'INSTITUTION

##### A - PROCÉDURE

Applicable sur tout le territoire national (art. R. 244-2 du code de l'aviation civile).

Autorisation spéciale délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile ou, en ce qui le concerne, par le ministre chargé des armées pour l'établissement de certaines installations figurant sur les listes déterminées par arrêtés ministériels intervenant après avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques.

Les demandes visant des installations exemptées de permis de construire devront être adressées au directeur départemental de l'équipement. Récépissé en sera délivré (art. D. 244-2 du code de l'aviation civile). Pour les demandes visant des installations soumises au permis de construire, voir ci-dessous III-B-2°, avant-dernier alinéa.

##### B - INDEMNISATION

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur (art. D.244-3 du code de l'aviation civile).

##### C - PUBLICITÉ

Notification, dans un délai de deux mois à compter de la date du dépôt de la demande, de la décision ministérielle accordant ou refusant le droit de procéder aux installations en cause.

Le silence de l'administration au-delà de deux mois vaut accord pour les travaux décrits dans la demande, qu'ils soient ou non soumis à permis de construire, sous réserve de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

## III - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1 °) Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Néant.

#### 2 °) Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligation pour le propriétaire d'une installation existante constituant un danger pour la navigation aérienne de procéder, sur injonction de l'administration, à sa modification ou sa suppression.

### B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1 °) Obligations passives

Interdiction de créer certaines installations déterminées par arrêtés ministériels qui, en raison de leur hauteur, seraient susceptibles de nuire à la navigation aérienne, et cela en dehors de zones de dégagement.

#### 2 °) Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire de procéder à l'édification de telles installations, sous conditions, si elles ne sont pas soumises à l'obtention du permis de construire et à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur la distribution d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés visés à l'article D. 244-1 institueront des procédures spéciales, de solliciter une autorisation à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département dans lequel les installations sont situées.

La décision est notifiée dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires. Passé ce délai, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives ou réglementaires (art. D. 244-1, alinéa 1, du code de l'aviation civile).

Si les constructions sont soumises à permis de construire et susceptibles en raison de leur emplacement et de leur hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elles sont à ce titre soumises à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile ou de celui chargé des armées en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être accordé qu'avec l'accord des ministres intéressés. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-13 du code de l'urbanisme).

Si les travaux envisagés sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-13 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. À défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

## ARRETE DU 24 JUILLET 2001 REGLEMENTANT LE BRUIT AUX ABORDS DU TRACÉ DES VOIES FERREES (EXTRAIT)///

### Vu

- le code de l'environnement et notamment l'article L 571-10,
- le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
- la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment l'article 14,
- le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
- le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
- l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
- l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
- l'avis du comité de pilotage réuni le 2 juillet 1999,
- l'avis des communes suite à leur consultation en date du 15 décembre 1999.

### ARRÊTE

#### Article 1.

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des voies ferrées mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe.

#### Article 2.

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de voies ferrées mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Projet Ligne TGV EST – raccordement de Reims et de Saint-Hilaire au Temple non compris	Liste dont LES PETITES LOGES	Limite avec le département de la Marne	Limite avec le département de la Meuse	1	300m	Tissu ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus comptée de part et d'autre de la voie ferrée (existante ou en projet) à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et à une distance de l'infrastructure de 10 m, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. Cette distance de 10 m est mesurée à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

#### Article 3.

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

# PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE

18

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

## **Article 4.**

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2, lorsque la méthode détaillée est utilisée, sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne [en dB (A)]	Niveau sonore au point de référence en période nocturne [en dB (A)]
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

## **Article 5.**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au Recueil des actes administratifs de l'État dans le département et de son affichage dans les mairies des communes concernées. Il fait l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

## **Article 6.**

Les communes intéressées par le présent arrêté sont : notamment SILLERY

## **Article 7.**

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 6 pendant un mois au minimum.

## **Article 8.**

Le présent arrêté doit être annexé par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 au plan d'occupation des sols. Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

## **Article 9.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à:

- Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry-le-François, Ste Menehould,
- Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6,
- M. le directeur départemental de l'équipement.

## **Article 10.**

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry-le-François, Ste Menehould, Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6, et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

## ARRETE DU 24 JUILLET 2001 REGLEMENTANT LE BRUIT AUX ABORDS DU TRACE DES AUTOROUTES (EXTRAIT)///

### Vu :

- le code de l'environnement et notamment l'article L. 571-10,
- le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1,
- la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment l'article 14,
- le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
- le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
- l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
- l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
- l'avis du comité de pilotage réuni le 2 juillet 1999,
- l'avis des communes suite à leur consultation en date du 15 décembre 1999.

### Arrête :

#### Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des autoroutes mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

#### Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'autoroutes mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Autoroute A4	Liste dont LES-PETITES-LOGES	Raccordement avec l'autoroute A4 à l'Ouest de Reims	Raccordement avec l'Autoroute A4 au Sud-Est de Reims	1	300m	Tissu ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus comptée de part et d'autre de la route (*existante ou en projet*) à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche.

Les niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 m au-dessus du plan de roulement et :

- à 2 m en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U",
- à une distance de l'infrastructure de 10 m, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. Cette distance de 10 m est mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

## **Article 3.**

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

## **Article 4.**

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2, lorsque la méthode détaillée est utilisée, sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence en période diurne [en dB (A)]	Niveau sonore au point de référence en période nocturne [en dB (A)]
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

## **Article 5.**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et de son affichage dans les mairies des communes concernées. Il fait l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

## **Article 6.**

Les communes intéressées par le présent arrêté sont : notamment Trois-Puits

## **Article 7.**

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 6 pendant un mois au minimum.

## **Article 8.**

Le présent arrêté doit être annexé par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 au plan d'occupation des sols.

# PRESCRIPTIONS D'ISOLEMENT ACOUSTIQUE

21

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

## Article 9.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

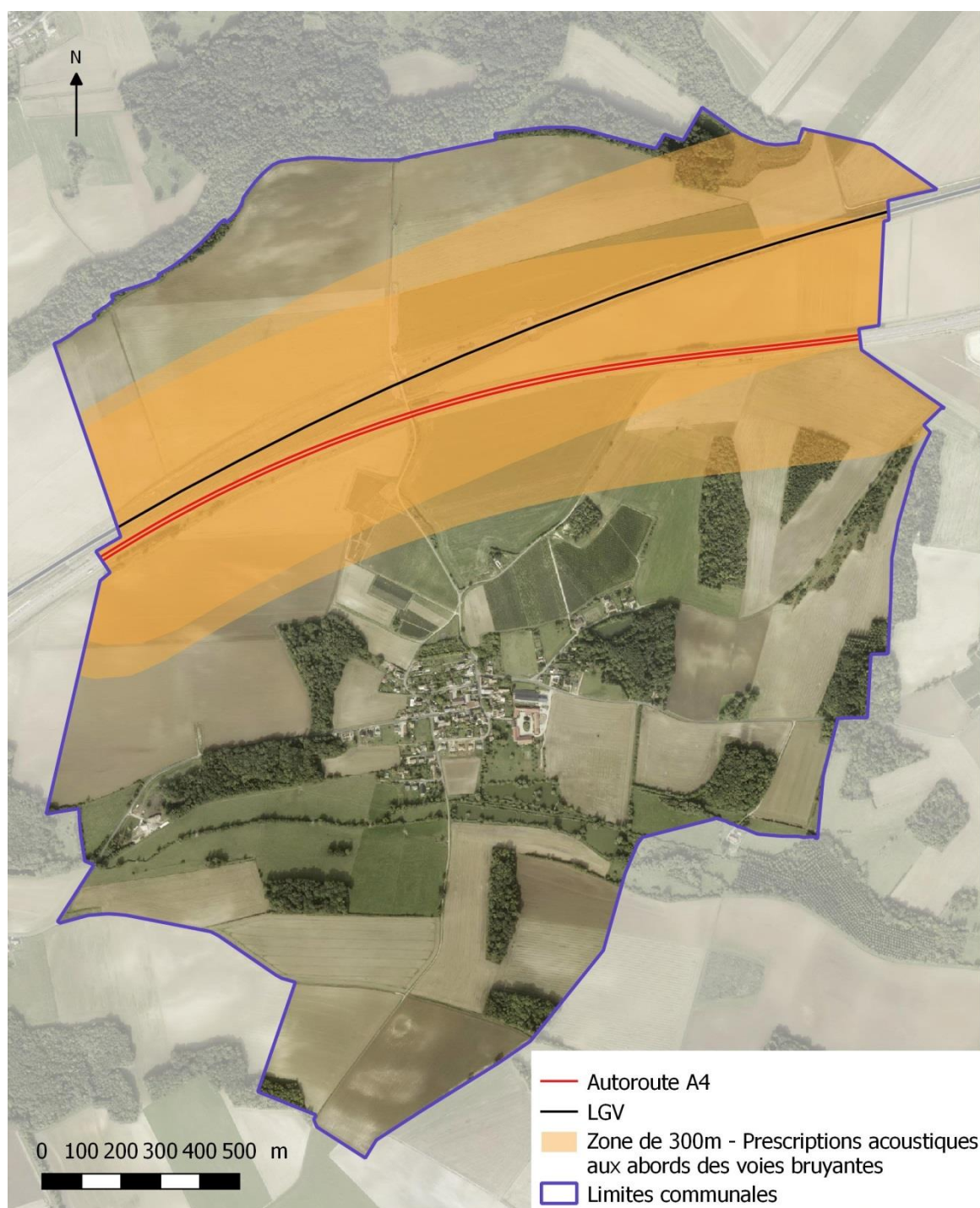
- Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Épernay, Vitry-le-François, Ste-Menehould,
- Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6,
- M. le directeur départemental de l'équipement.

## Article 10.

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Épernay, Vitry-le-François, Ste Menehould, Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6, et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté



## CARTOGRAPHIE DES PRESCRIPTIONS ///

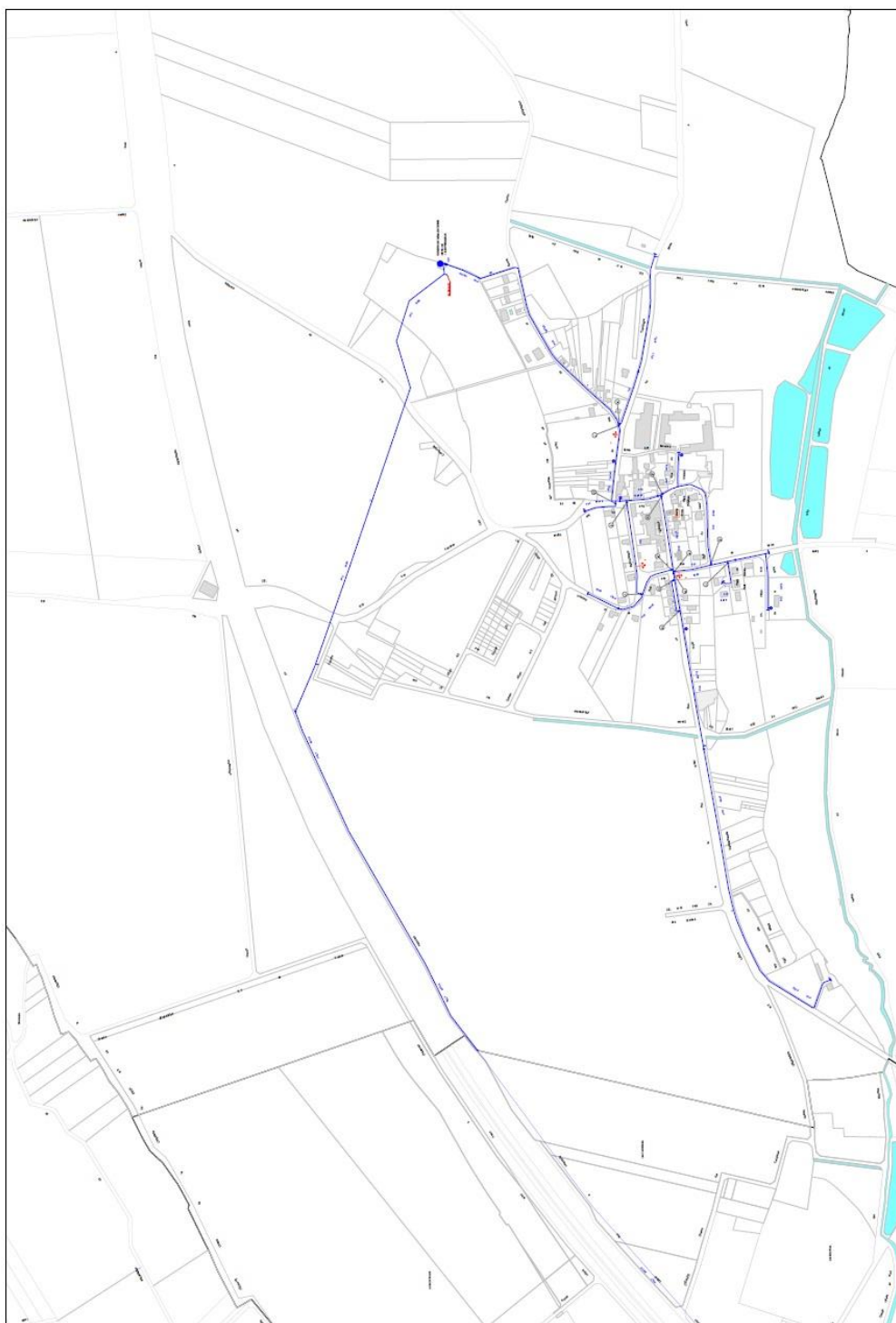




## L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE///

### 1. Les ressources et les protections.


L'alimentation en eau potable de Bouleuse est assurée à partir des forages situés sur le territoire de la commune voisine de Poilly.



L'ARS de Champagne-Ardenne vous informe...

## QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ? BILAN 2014 DE LA QUALITE DE L'EAU

COLLECTIVITE GESTIONNAIRE DU RESEAU D'EAU :  
COMMUNAUTE DE COMMUNES ARDRE ET CHATILLONNAIS LDE

### Qui contrôle votre eau ?

Les Délégations Territoriales de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne sont chargées du contrôle sanitaire des eaux d'alimentation. L'eau du robinet doit satisfaire à des exigences de qualité fixées par le Code de la Santé Publique.

En 2014, le contrôle sanitaire dans le département de la Marne a donné lieu à **3500** prélèvements portant sur de nombreux paramètres. Les prélèvements pris en compte sont ceux réalisés sur l'eau en sortie de station de traitement et sur l'eau distribuée.

Leurs résultats sont systématiquement transmis au responsable du réseau pour action et information auprès des usagers.

### 1 ORIGINE DE VOTRE EAU

L'eau que vous consommez provient de l'unité de distribution de **CCA&C SARCÉ POILLY BOULEUSE**. La gestion de la distribution de l'eau est réalisée en **affermage par la société LYONNAISE DES EAUX (02)**.

L'eau distribuée provient d'une ressource souterraine bénéficiant de périmètres de protection, et subit un traitement de désinfection.

### 2 LES PARAMETRES ESSENTIELS DE VOTRE EAU

#### Bactériologique

**Les normes ?** Présence de micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux. Absence exigée.

Nombre de mesures : 7  
Nombre d'analyses non conformes : 0

 Eau de bonne qualité bactériologique

#### Nitrates

**Les normes ?** Eléments chimiques provenant principalement des activités agricoles, des rejets domestiques et industriels. La teneur ne doit pas excéder 50mg/l.


Teneur moyenne : 0 mg/l

 Eau de bonne qualité pour le paramètre nitrate

#### Pesticides

**Les normes ?** Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures. La teneur ne doit pas excéder 0,1µg/l par substances ou 0,5µg/l pour la somme des molécules.

Résultats des mesures :  
Pas de pesticide détecté dans une période antérieure

 Eau de bonne qualité vis à vis des pesticides

### Des gestes simples !

- Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques instants avant de la boire.
- Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.
- Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il n'alimente que le réseau d'eau chaude.
- Dans les habitations anciennes équipées de tuyauteries en plomb, laissez couler quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations.
- Si la couleur ou la saveur de l'eau distribuée change, signalez-le à votre distributeur.

#### Dureté

**Les normes ?** Eau dure au delà de 30°F et eau douce en dessous de 15°F. Ce paramètre n'a pas d'effets directs sur la santé. Mais une eau douce peut se charger en métaux au contact de canalisations en plomb.

Valeur : 35,6 °F

 Eau de dureté importante

#### Fluor

**Les normes ?** Présence d'oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Teneur moyenne : 0,33 mg/l

 Eau présentant une teneur en fluor sans risque pour la santé

### 3 AVIS SANITAIRE GLOBAL :

 Eau de bonne qualité.

Plus d'informations : ARS de Champagne-Ardenne - Délégation territoriale de la Marne  
6 rue Dom Pérignon - CS 40513 - 51037 Châlons-en-Champagne cedex - Tél : 03 26 66 77 01

Retrouvez les fiches bilan de l'eau de toutes les communes de la région sur [www.ars.champagne-ardenne.sante.fr](http://www.ars.champagne-ardenne.sante.fr)  
En savoir plus sur tous les résultats d'analyse du contrôle sanitaire de l'eau sur [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

# LES ANNEXES SANITAIRES

25

Source : Ministère chargé de la santé, décembre 2016.

Informations générales	
Date du prélèvement	25/11/2016 09h34
Commune de prélèvement	BOULEUSE
Installation	BOULEUSE
Service public de distribution	BOULEUSE
Responsable de distribution	LYONNAISE DES EAUX 02
Maître d'ouvrage	MAIRIE DE BOULEUSE

Conformité	
Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.
Conformité bactériologique	oui
Conformité physico-chimique	oui
Respect des <u>références de qualité</u>	oui

Paramètres analytiques			
Paramètre	Valeur	<u>Limite de qualité</u>	Référence de qualité
Ammonium (en NH <sub>4</sub> )	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif) *	0		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	3 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore combiné *	<0,05 mg/LCl <sub>2</sub>		
Chlore libre *	0,12 mg/LCl <sub>2</sub>		
Chlore total *	0,14 mg/LCl <sub>2</sub>		
Conductivité à 25°C	660 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif) *	0		
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Fer total	7 µg/l		≤ 200 µg/l
Nitrates (en NO <sub>3</sub> )	<0,5 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO <sub>2</sub> )	<0,01 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Odeur (qualitatif) *	0		
Saveur (qualitatif) *	0		
Température de l'air *	21,2 °C		
Température de l'eau *	11,8 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	0,2 NFU		≤ 2 NFU
pH *	7,7 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

\* Analyse réalisée sur le terrain

# LES ANNEXES SANITAIRES

## L'ASSAINISSEMENT ///

26

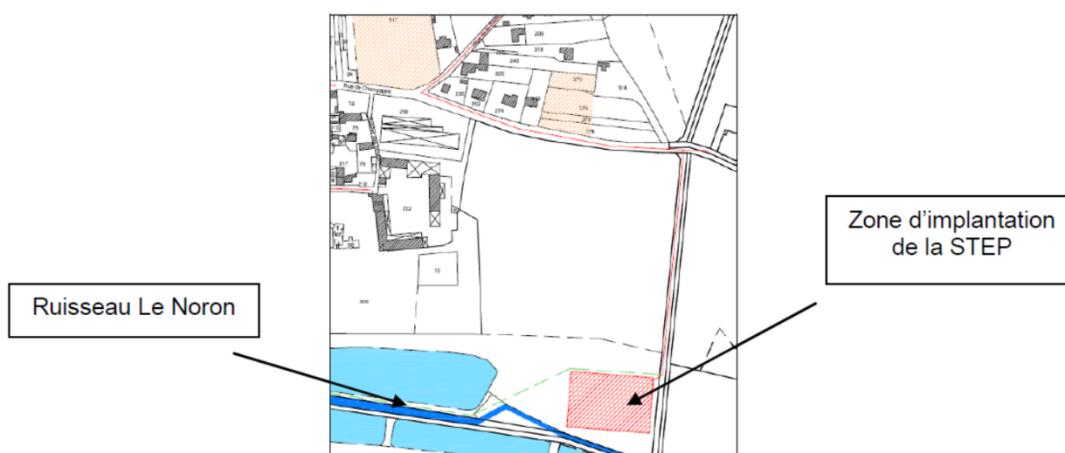
La compétence assainissement est assurée par la Communauté Urbaine du Grand Reims. Aujourd'hui, elle fait partie des 5 communes (sur 33) de l'ex Communauté de Communes Champagne Vesle à disposer d'un système d'assainissement individuel, contrôlé par le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

*Extraits du dossier de zonage d'assainissement approuvé par le Grand Reims :*

Après délibération du Conseil Municipal le 05 juillet 2016, la commune de Bouleuse a décidé de retenir le zonage d'ASSAINISSEMENT COLLECTIF sur la totalité du territoire communal à l'exception de l'habitation située à l'écart (La ferme de l'Aventure).

L'ensemble des habitations de la commune, à l'exception de l'habitation située à l'écart (La Ferme Aventure), est concerné par l'assainissement non collectif, soit 84 bâtiments.

**Le traitement de l'ensemble des effluents ainsi collectés se fera au sein de la future station d'épuration communale de Bouleuse, située Chemin d'exploitation n°20 du Vieux Toisy, à proximité du ruisseau Le Noron. Sa capacité est estimée à 250 E.H.**



La commune de Bouleuse, par le biais de ce dossier de zonage, présente le système d'assainissement le plus adapté techniquement et économiquement à son territoire. Ce dernier permettra à termes de maîtriser les divers rejets des eaux usées de la commune.

La maîtrise de l'assainissement est un moyen efficace de lutter contre la pollution en général et permet ainsi à la commune de Bouleuse de faire évoluer sa qualité environnementale.

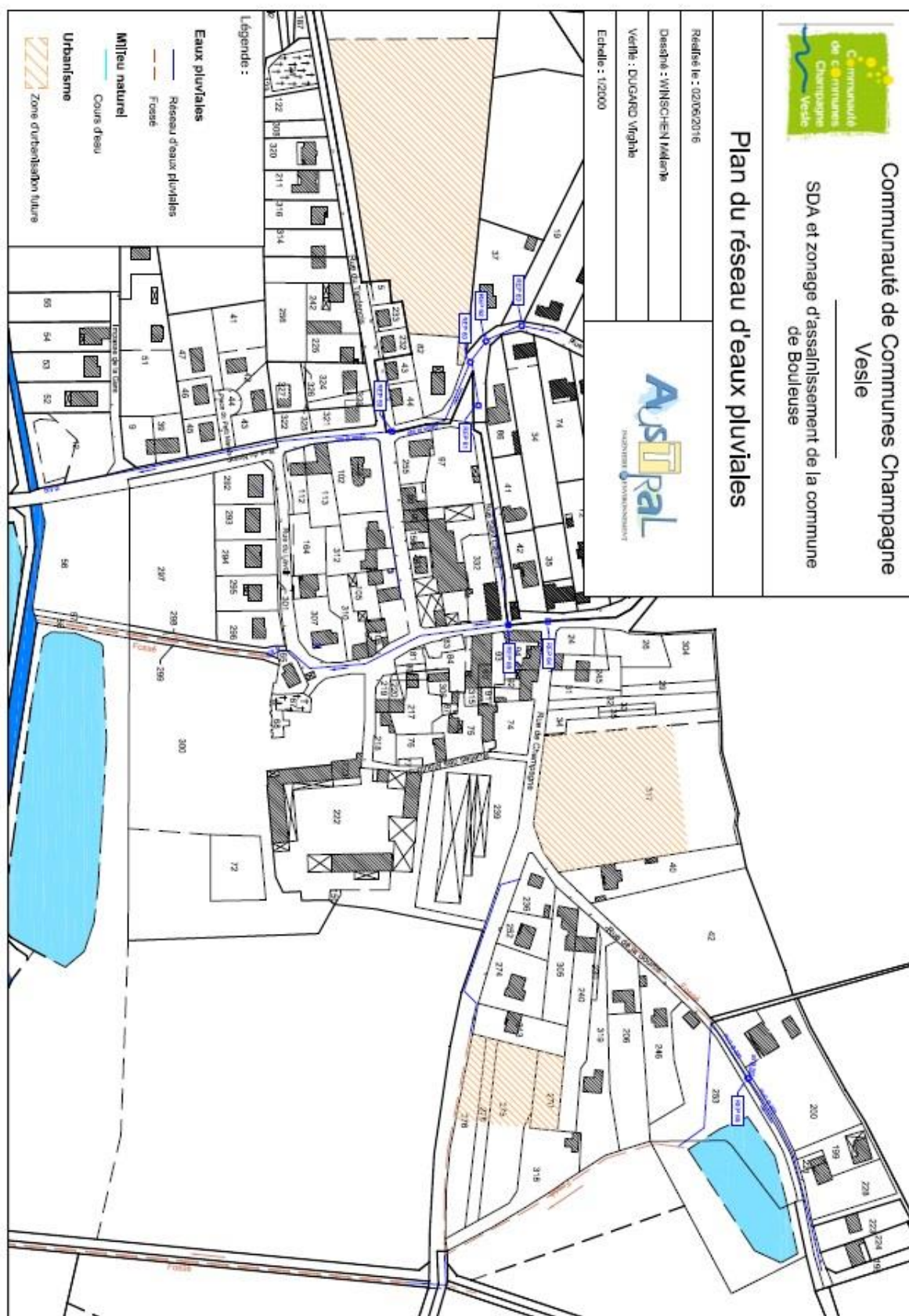
**Voir ci-après le plan de zonage d'assainissement approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 29 juin 2017.**



# LES ANNEXES SANITAIRES

27

## Le réseau des eaux pluviales



***Plan de zonage d'assainissement approuvé :***

SDA et zonage d'assainissement  
de la commune de Boulesue

## Plan de zonage de l'assainissement collectif

Indice	Data	Modificazioni	Edizione: 1/2000
0	20/05/2016	Creato	
A			
H			
C			
D			

Descr.: "INSEDI A PIÙ  
 "VIA DEL RINASCIMENTO"

**AusT**ral

**PLATE 1.** *Aerial view of the study area showing the location of the study site relative to the surrounding landscape.*





## Extrait du registre des délibérations de la Commune de BOULEUSE

**délibération :**  
**2016-3-1**

Nombre de conseillers en  
exercice : 10

Présents : 7

Votants : 9

L'an deux mille seize, le mardi 05 juillet à 19 h 00, le Conseil dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de Mairie, sous la présidence de Monsieur BILLET Arnaud,.

Date de convocation du Conseil : 27 Juin 2016

**Présents :** Monsieur BILLET Arnaud, Monsieur SIMON Patrick, Monsieur MELOTTE Philippe, Madame VATTIER Karen, Monsieur RAYMOND Joël, Monsieur LAPORTE Alain, Monsieur GERARD Jean-Luc

**Pouvoirs :**

Madame ETTER Nathalie a donné pouvoir à Monsieur SIMON Patrick  
Monsieur GLOD Jean-Christophe a donné pouvoir à Monsieur MELOTTE Philippe

**Objet : Assainissement**

**Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Madame ETTER Nathalie, Monsieur MALFONDET Loïc, Monsieur GLOD Jean-Christophe

**Secrétaire de Séance :** Monsieur Philippe MELOTTE

Le Conseil Municipal,

Vu l'étude de schéma directeur et zonage d'assainissement en cours de réalisation sur la Commune de Bouleuse,

Vu les scénarios présentés par le Cabinet Ingénierie Environnement,

Après avoir délibéré,

- Fait le choix du scénario I, assainissement collectif de la Commune de Bouleuse,
- Sollicite la Communauté de Communes Champagne Vesle afin que celle-ci privilégie cette solution.

Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0

Emis le 05/07/2016, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

051-215100678-20160705-201631-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/07/2016

Publication : 05/07/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Le Maire,  
BILLET Arnaud.





# LES ANNEXES SANITAIRES

30

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MARNE  
Communauté urbaine du Grand Reims

N° CC-2017-228

Nombre de membres dont le  
Conseil est composé : 206

## EXTRAIT

Présent(s) : 143

### DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND REIMS

Représenté(s) : 48

Voiant(s) : 191

Excusé(s) : 15

Absent(s) : 0

## SEANCE DU JEUDI 29 JUIN 2017

Le jeudi 29 juin 2017 à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire régulièrement convoqué par lettre ou courriel du , s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Reims sous la présidence de Mme Catherine VAUTRIN, Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims.

### Étaient présents :

M. Lissan AFILAL, M. Xavier ALBERTINI, M. Jean-Marie ALLOUCHERY, M. Bruno ARISTON, M. Jean-Robert AUGUSTE, M. Raymond AYALA, M. Frédéric BARDOUX, Mme Caroline BARRÉ, M. Patrice BARRIER, Mme Valérie BEAUVAIS, M. Patrick BEDEK, Mme Nathalie BELAMY, M. Jean-Pierre BELFIE, M. Marcel BENCIVENGO, M. Vincent BENNEZON, M. Maurice BENOIST, Mme Claudine BERNIER, Mme Saïda BERTHELOT, M. Raphaël BLANCHARD, M. Francis BLIN, M. Bertrand BOILLY, M. Denis BOUDVILLE, M. Thierry BRIANÇON, Mme Evelyne BRUSCHI, M. Luc BZDAK, M. Francky CARON, Mme Sylvie CARTIN, M. Philippe CAUSSE, M. Philippe CHARDONNET, M. Fabien CHARPENTIER, M. Daniel CHARTIER, M. David CHATILLON, Mme Valérie CHAUMET, M. Hervé CHEF, M. Cédric CHEVALIER, M. Jacky CHOPIN, Mme Nicole CHOVET, M. Patrice CHRETIEN, M. Jean-Claude CLADEL, M. Bruno COCHEMÉ, M. Laurent COLAS, Mme Cécile CONREAU, Mme Catherine COUTANT, M. Alain CULLOT, M. Alain DE CEULENEER, M. Dominique DECAUDIN, M. Frédéric DECHAMPS, Mme Laurence DEPLAINE, M. René DESSAINT, Mme Anny DESOY, M. Gilles DESOY, M. Yves DETRAIGNE, M. Benjamin DEVELEY, Mme Touria DOUAH, M. Thomas DUBOIS, M. Jean-Luc DUBOIS, M. Wily DUBOS, Mme Kim DUNTZE, Mme Patricia DURIN, Mme Fatima EL HAOUSSINE, M. Richard FERNANDEZ, M. Jean-Pierre FORTUNE, Mme Isabelle FOURQUET, Mme Evelyne FRAEYMAN-VELLY, M. Régis FRANCKUE, Mme Christine FRANZIN, M. Pierre GEORGIN, Mme Anne-Marie GERMAIN, M. Damien GIRARD, M. Jean-Jacques GOUAULT, Mme Patricia GRAIN, M. Franck GUREGHIAN, M. Michel HANNOTIN, M. André HUBERT, M. Michel HUTASSE, M. Franck JACQUET, Mme Jeanne JACQUET, Mme Martine JOLLY, M. Stéphane JOLY, M. Yannick KERHARO, Mme Maryse LADIESSE, M. Stéphane LANG, M. Christian LASSALLE, M. Guy LECOMTE, M. Thierry LECONTE, M. Eric LEGER, M. Antoine LEMAIRE, M. Jean-Paul LEMOINE, M. Frédéric LEPAN, M. Alain LEQUART, M. Alain LESCOUET, M. Jean LETISSIER, M. Pascal LORIN, Mme Colette MACQUART, Mme Catherine MALAISE, M. Eric MALTOT, M. Jean MARX, M. Frédéric MASSONOT, Monsieur Jean-Claude MAUDUIT, M. Guillaume MICHAUX, M. Alain MICHELON, Mme Orélie MINGOLLA, M. Guy MOUCHEL, M. François MOURRA, Mme Anne MOYAT, Mme Marie-Bernadette NEYRINCK, M. Franck NOEL, Mme Claudine NORMAND, M. Roger PARIS, Mme Annie PERRARD, M. Jean-Claude PHILIPOT, M. Jean-Pierre PINON, M. Claude PIQUARD, Mme Sylvie PORET, M. Eric QUENARD, M. Pierre REANT, M. Arnaud ROBINET, Mme Claudine ROUSSEAU, M. Jean-Marc ROZE, M. Nicolas RULLAND, M. Christophe SACRÉ, Mme Silvana SAHO-NUZZO, M. Philippe SALMON, M. Antoine SANCHEZ, M. Michel SICRE, Mme Marie SIMON-DEPAQUY, M. Philippe SOTER, M. Michel SUPLY, M. André TETENOIRE, M. Pascal THIEBEAU, Mme Marie THOMAS, M. Alain TOULLEC, M. Gérard TROCMEZ, M. Daniel VAQUETTE, Mme Elizabeth VASSEUR, Mme Catherine VAUTRIN, M. Eric VERDEBOUT, M. Vincent VERSTRAETE, M. Jean-Marie VIEVILLE, M. Claude VIGNON, Mme Nathalie VITU, M. Alain WANSCHOOR, M. Gilles WERQUIN

### Étaient représenté-e-s :

M. Jacques AMMOURA a donné pouvoir à Jean-Marc ROZE, M. Franck BAILLY a donné pouvoir à Eric LEGER, M. François BARONNET a donné pouvoir à Pascal LORIN, Mme Katia BEAUJARD a donné pouvoir à Catherine VAUTRIN, M. Jacques BOURGOGNE a donné pouvoir à Luc BZDAK, Mme Amélie BRABANT a donné pouvoir à Silvana SAHO-NUZZO, M. Louis-Michel CAQUOT a donné pouvoir à Philippe CHARDONNET, M. Conrad CHER a donné pouvoir à Fabien CHARPENTIER, M. Laurent COMBE a donné pouvoir à Yannick KERHARO, Mme Valérie CORDEBAR a donné pouvoir à Christian LASSALLE, M. Jacky CRETY a donné pouvoir à Isabelle FOURQUET, M. Patrick DAHLEM a donné pouvoir à Philippe CAUSSE, M. Guy DELONG a donné pouvoir à Alain CULLOT, Mme Laurence DELVINCOURT a donné pouvoir à Lissan AFILAL, M. Jean-Pierre DESPLANQUES a donné pouvoir à Claudine ROUSSEAU, M. Claude DOREAU a donné pouvoir à Nicolas RULLAND, M. Jean-Louis FARARD a donné pouvoir à Frédéric DECHAMPS, Mme Nadine FERON a donné pouvoir à Jean-Pierre FORTUNE, M. Charles GERMAIN a donné pouvoir à Franck NOEL, M. Stéphane GOMBAUD a donné pouvoir à Gérard TROCMEZ, M. Jean-Pierre GRISOUARD a donné pouvoir à Philippe SOTER, M. Didier HOUDELET a donné pouvoir à Fatima EL HAOUSSINE, M. Eric KARIGER a donné pouvoir à Jean-Paul LEMOINE, M. Pascal LABELLE a donné pouvoir à Catherine COUTANT, M. Bernard LANDUREAU a donné pouvoir à Stéphane LANG, M. Cédric LATTUADA a donné pouvoir à Saïda BERTHELOT, Mme Maryse LEQUEUX a donné pouvoir à Jean LETISSIER, Mme Jocelyne LHOTEL a donné pouvoir à Evelyne BRUSCHI, M. Pierre LHOTTE a donné pouvoir à Annie PERRARD, Mme Nathalie MALMBERG a donné pouvoir à Eric QUENARD, M. Nicolas MARANDON a donné pouvoir à Maryse LADIESSE, Mme Véronique MARCHET a donné pouvoir à Arnaud ROBINET, M. Tarik MAZOUJ a donné pouvoir à Orélie MINGOLLA, M. Philippe MERIAUX a donné pouvoir à Bertrand BOILLY, Mme Laure MILLER a donné pouvoir à Valérie BEAUVAIS, Mme Nathalie MIRAVETE a donné pouvoir à Xavier ALBERTINI, M. Patrice MOUSEL a donné pouvoir à Claude VIGNON, Mme Aline POUDRAS a donné pouvoir à Marie THOMAS, Mme Valérie PRILLIEUX a donné pouvoir à Marie SIMON-DEPAQUY, M. Germain RENARD a donné pouvoir à Alain MICHELON, M. Jean-Pierre RONSEAU a donné pouvoir à Anny DESOY, M. Mario ROSSI a donné pouvoir à Kim DUNTZE, Mme Monique ROUSSEL a donné pouvoir à Jeanne JACQUET, M. Alphonse SCHWEIN a donné pouvoir à Cécile CONREAU, M. André



# LES ANNEXES SANITAIRES

31

SECONDE a donné pouvoir à Frédéric LEPAN, M. Patrick SIMON a donné pouvoir à Michel SICRE, M. Alexandre TUNC a donné pouvoir à Patricia GRAIN, M. Marcel VERGEZ a donné pouvoir à Philippe SALMON

**Étaient excusé-e-s :**

M. Eric AMMEUX, M. Alban DOMINICY, M. Bertrand DUC, M. Guy FLAMAND, M. Jean-Louis GADRET, M. Jacques GRAGÉ, M. Serge HIET, M. Alain HIRALT, M. Armand JAGOT-LACOUSSIERE, M. Christian LAPOINTE, Mme Michelle LARRERE, M. Jean-Yves LEROY, M. Guy RIFFÉ, Mme Marie-Thérèse SIMONET, M. Christian TREMLET

**N'ont pas pris part au vote :**

M. Bruno ARISTON, M. Raphaël BLANCHARD, Mme Evelyne BRUSCHI, M. Thierry LECONTE, Mme Catherine MALAISÉ, Monsieur Jean-Claude MAUDUIT, Mme Marie-Bernadette NEYRINCK

**Secrétaire :** Orélie MINGOLLA

**Vice Secrétaire :** Tank MAZOUJ

**Votes :**

Pour : 184      Contre : 0      Abstention : 0

Communauté urbaine du Grand Reims  
Pôle services urbains  
Direction de l'eau et de l'assainissement  
Secteur Ouest

N° CC-2017-228  
du 29 juin 2017  
Rapporteur : Pascal THIEBEAU

## COMMUNE DE BOULEUSE APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-10,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.123-10 et R.123-19,

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II), et notamment ses articles 236 et suivants,

Vu le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 modifié portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion-extension-transformation en communauté urbaine de la Communauté d'agglomération de Reims Métropole, de la Communauté de communes Beine-Bourgogne, de la Communauté de communes Champagne Vesle, de la Communauté de communes du Nord Champenois, de la Communauté de communes Fismes Ardre et Vesle, de la Communauté de communes de la Vallée de la Suippe, de la Communauté de communes des Rives de la Suippe, de la Communauté de communes Vesle et Coteaux de la Montagne de Reims et des communes d'Anthenay, Aougny, Bligny, Brouillet, Chambrecy, Chaumuzy, Cuisles, Jonquery, Lagery, Lhéry, Marfaux, Olizy-Violaine, Poilly, Pourcy, Romigny, Sarcy, Tramery et Ville en Tardenois,

Vu la délibération n°2016-3-1 du 5 juillet 2016 de la commune de Bouleuse approuvant le zonage d'assainissement collectif et non collectif,

Vu la délibération n°40/2016 du 14 septembre 2016 de la Communauté de communes Champagne Vesle actant le projet de zonage d'assainissement collectif et non collectif de la commune de Bouleuse et autorisant le lancement de l'enquête publique,

Vu la décision du Président du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 16 novembre 2016 désignant les commissaires enquêteurs titulaire et suppléant,

Vu l'arrêté communautaire n°083/2016 du 2 décembre 2016 soumettant le zonage d'assainissement de la commune de Bouleuse à enquête publique,

Vu les pièces du dossier relatives à la délimitation des zonages d'assainissement soumis à l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Considérant que le zonage d'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Vu l'avis de la commission Services en réseau du mercredi 14 juin 2017,

Vu l'avis du bureau communautaire du jeudi 22 juin 2017,

Vu la note explicative de synthèse, jointe à la convocation et valant exposé des motifs,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

d'approuver le zonage d'assainissement de la commune de Bouleuse, tel qu'il est annexé à la présente délibération,

d'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes en vue de rendre exécutoire ce zonage.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté urbaine du Grand Reims et en mairie de Bouleuse pendant un mois et d'une mention dans deux journaux.

La délibération et le dossier de zonage d'assainissement approuvés seront tenus à disposition du public au siège de la Communauté urbaine du Grand Reims, en préfecture de la Marne et dans la mairie de Bouleuse.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil  
communautaire de la Communauté urbaine du Grand Reims,

**Pour la Présidente de la Communauté urbaine du Grand Reims,  
Par délégation,**

**Francis BLIN**

Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage le 5 juillet 2017 et de la réception en Préfecture le 4 juillet 2017.  
Identifiant : 051-200067213-20170629-64484-DE-1-1

# LES ANNEXES SANITAIRES

## LA GESTION DES DÉCHETS///

34

L'évolution de la législation concernant les ordures ménagères a conduit progressivement à transformer l'ancien système de ramassage en collecte sélective. Une première loi votée le 15 juillet 1975 interdisait les décharges sauvages.

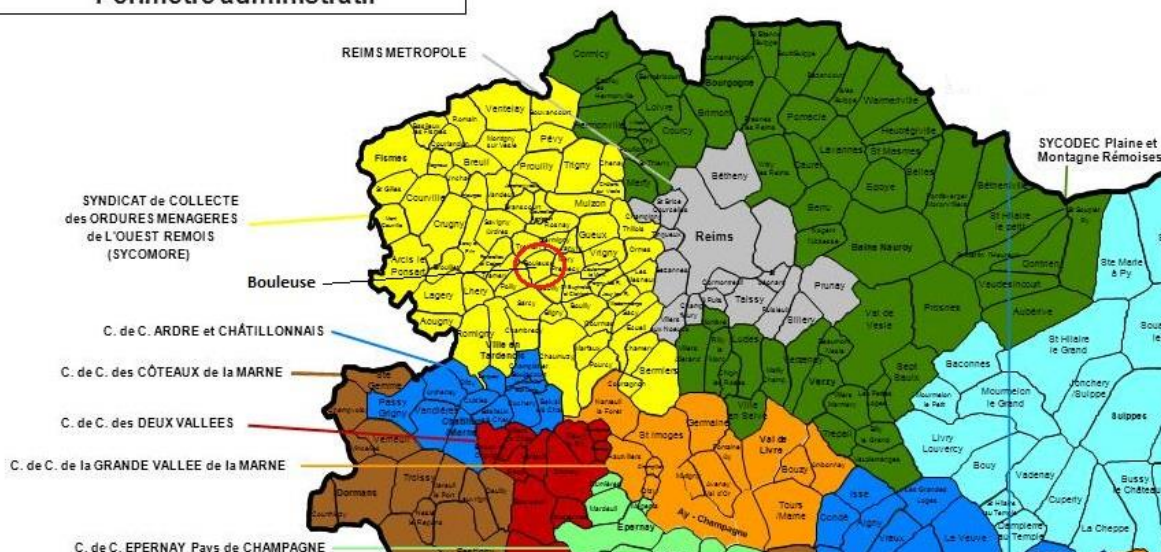
Les collectivités locales devenaient compétentes et responsables pour collecter et traiter les déchets ménagers qui devaient être entreposés sur des sites autorisés par la Préfecture. Cette loi a été renforcée en 1992 et 1995. Parmi le train de mesures, figurait notamment l'interdiction de mettre autre chose en décharge que les déchets «ultimes», c'est-à-dire impossible à recycler, transformer ou réutiliser.

Ces mesures législatives sont appuyées par des directives européennes indiquant que la valorisation de tous les emballages jetés devra atteindre 50 à 65 %, ou 25 à 45 % si un minimum de 15 % est atteint pour chaque matériau. En 1998, une nouvelle directive précise qu'il faut privilégier le recyclage et le compostage.

Le plan départemental des déchets de la Marne a été approuvé par arrêté préfectoral le 18 juin 1996 et révisé par arrêté le 18 décembre 2003. Ce plan a pour objet :

- De prévenir ou de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits.
- D'organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume.
- De valoriser les déchets par réemploi, recyclage, ou toute action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie.
- D'assurer l'information au public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à compenser les effets préjudiciables.

### Maitres d'Ouvrage Ordures Ménagères Périmètre administratif



La collecte des déchets est de la compétence de la Communauté Urbaine du Grand Reims. Le ramassage est effectué dans le cadre de la collecte sélective, par les services de l'ex Syndicat de collecte des ordures ménagères de l'ouest rémois (SY.C.O.M.O.RE), intégré au Grand Reims, pour la gestion des déchets. Le ramassage est effectué dans le cadre de la collecte sélective pour les ordures ménagères et toutes les deux semaines pour les déchets recyclables. Le Grand Reims a notamment pour compétences :

- La collecte en porte-à-porte des ordures ménagères
- La collecte en porte-à-porte des déchets recyclables et leur valorisation
- La collecte en apport volontaire du verre et sa valorisation
- La gestion de 5 déchèteries
- La construction de tous les ouvrages nécessaires à la collecte, à la valorisation



**AGENCE** RÉGION DE  
**D'URBANISME** REIMS  
Développement & Prospective

